

Perspective des **REFORMES ÉCONOMIQUES**[®]

25 *ans* de renforcement de la démocratie à travers les réformes axées sur le marché

2 décembre 2009

Allier le geste à la parole au Kenya : comment faire de la démocratie une réalité

M. Abdulwahab Alkebsi
Directeur régional, Afrique et Moyen-Orient, CIPE

Dr Aleksandr Shkolnikov
Directeur de reform des politiques, CIPE

Aperçu de l'article

- Les origines de la violence post-électorale du Kenya dépassent les clivages ethniques – l'absence de représentation politique et d'opportunités économiques n'est pas à négliger.
- Dans la configuration post-confliktuelle, le secteur privé a un rôle important à jouer dans la négociation des accords de paix.
- Le renforcement des institutions de gouvernance démocratique ainsi qu'une économie de marché stable et compétitive sont des éléments indispensables à la prévention des conflits.

Pour commenter sur cet article, visitez le blog Développement du CIPE : www.cipe.org/blog



publié par le

Centre International pour l'Entreprise Privée

affilié à la Chambre de commerce des États-Unis

1155 Fifteenth Street NW • Suite 700 • Washington, DC 20005 • États-Unis

Tél.: (202) 721-9200 • www.cipe.org • cipe@cipe.org

Le secteur privé dans les pays post-confliktuels

Le rôle joué par le secteur privé – et la définition de ce rôle – pour aider les pays à s'extirper d'une situation de conflit est devenu une considération importante au sein de la communauté de développement. L'engagement du secteur privé dans la résolution des conflits est de plus en plus important à l'heure où de nombreuses démocraties fragiles luttent pour briser le cercle vicieux du sous-développement socio-économique et de l'instabilité qui en découle.

En se focalisant sur des résultats tangibles tels que la création d'emplois, la création de richesses, la fourniture de biens et services, et la promotion de la stabilité, qui sont indispensables à une croissance et à un développement à long terme, le secteur privé peut aider les pays à s'éloigner des querelles politiques pour se concentrer sur la conception et la mise en œuvre de priorités politiques concrètes et l'amélioration notable de la qualité de vie des citoyens.

Au premier abord, les raisons poussant le secteur privé à s'impliquer dans le travail politique dans un environnement post-confliktuel ne sont pas si évidentes. Il existe d'autres problèmes bien plus importants en termes de survie, tels que la sécurité, que les entreprises doivent gérer au jour le jour. Toutefois, à plus long terme, le secteur privé a tout intérêt à obtenir des règles du jeu équitables, le favoritisme, les arrangements internes et l'incertitude d'un environnement plongé dans le conflit cédant aux forces de marché concurrentielles. Le secteur privé a besoin d'un climat économique prévisible et stable pour attirer les investissements et réduire la fuite des capitaux, et la demande pour un tel climat est encore plus urgente dans les environnements post-confliktuels.

Dans certains cas précis, certains segments du secteur privé peuvent profiter d'accords de marché non-concurrentiels et du chaos de l'environnement post-confliktuel. En Serbie, par exemple, certains intérêts commerciaux penchaient pour le maintien du statu quo des années d'embargo, puisque le

système leur accordait un accès et un traitement préférentiels.¹ La même chose s'est produite récemment en Irak, certaines entreprises profitant des accords commerciaux préférentiels accordés par le gouvernement. Cependant, ces types d'avantages spéciaux ne profitaient qu'à une poignée de privilégiés. La majorité des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, souhaitent un marché concurrentiel équitable où les mêmes règles s'appliquent à tous. Cet article met l'accent sur les entreprises qui adoptent une approche à long terme au développement – celles qui souhaitent construire un système de marché offrant des opportunités de croissance et de développement.

Le Kenya est un pays où le monde des affaires travaille activement pour jouer son rôle de leadership, en aidant à surmonter les tensions ethniques et en travaillant consciencieusement pour faire avancer le pays sur la voie de la démocratie, de la prospérité, et de la stabilité.

La crise du Kenya : problèmes ethniques ou déficience démocratique ?

À l'instar de n'importe quel autre pays ravagé par un conflit, la violence qui a éclaté au lendemain des élections de décembre 2007 au Kenya avait une histoire compliquée. Fin 2007 début 2008, en l'espace de deux mois, 1 500 personnes ont trouvé la mort et 600 000 ont été déplacées après des élections qui étaient censées renforcer le statut du pays comme une des démocraties les plus stables d'Afrique.

La violence qui a suivi les élections fut un choc pour le pays qui était jusque là qualifié de « success story » de l'Afrique. Plusieurs experts ont épingle les tensions ethniques profondément ancrées dans l'histoire du pays comme la source principale des actes de violence. Cependant, les raisons sous-jacentes allaient bien au-delà : les tensions ethniques n'étaient que la manifestation des défaillances récurrentes de la gouvernance démocratique dans le pays.

Pour construire une démocratie cohérente et représentative, il convient de relever deux défis : la sélection du leadership et la prise de décision.² Dans une démocratie, la sélection du leadership se fait par

la tenue d'élections justes et équitables. La question de la prise de décision est réglée par la mise en place d'institutions de gouvernance qui offrent aux citoyens la possibilité de participer à l'élaboration des politiques et qui leur procurent également des outils pour tenir les dirigeants d'État responsables de leurs actions ou de leur inaction.

Si d'aucuns espéraient que les élections au Kenya seraient relativement transparentes, les violations des règlements des élections et les actes de violence ultérieurs ont poussé Freedom House à retirer le Kenya de la liste des démocraties électorales, quasi immédiatement après l'annonce des résultats.³ Les violations électorales se sont ajoutées à la longue liste des défaillances de gouvernance existantes – la plus fondamentale étant l'absence de démocratie entre les élections, incapable d'offrir à tous les citoyens des *opportunités égales de participer* à la gouvernance de leur propre pays, quels que soient les résultats des élections.

Par exemple, l'accès aux services publics était parfois limité aux membres de la « coalition victorieuse ». Il est intéressant de constater qu'après l'éclatement du conflit post-électoral, les deux parties se sont livrées un combat public intense pour le contrôle des principaux ministères. Comme l'ont déclaré Dr Douglass North et. al., l'un des principaux avantages d'un système démocratique fonctionnel dans lequel les citoyens exercent un contrôle sur les responsables du gouvernement entre les élections est la capacité de ce système à fournir des services publics impersonnels.⁴ Ceci signifie que l'éducation peut être dispensée à tous les citoyens, peu importe leur origine ethnique ou leur conviction philosophique, et que les conditions d'immatriculation des entreprises et les règles fiscales s'appliquent de la même manière, quelle que soit l'origine ethnique du chef d'entreprise.

Ces lacunes de gouvernance ont alimenté les tensions ethniques qui ont toujours caractérisé la structure socio-économique et politique du pays au cours de ces dernières années. Le Kenya est un pays multi-ethnique et multi-tribal de 37 millions d'habitants, dont trois groupes ethniques représentent près de 50 pour cent de la population. Les Kikuyu, le plus grand groupe ethnique représentant 22 pour cent de la population, vivent dans les hauts plateaux fertiles

de la région du centre et dominent les entreprises des grands villages et des grandes villes du Kenya. Les Kikuyu exercent également une forte influence sur la scène politique kényane. Ils se sont ligués avec succès contre les Britanniques et ont récolté les premiers fruits de l'indépendance. Le premier président du Kenya, Jomo Kenyatta, et le président actuel, Mwai Kibaki, sont Kikuyus.

Les Luhya sont le deuxième plus grand groupe ethnique du Kenya, représentant 14 pour cent de la population. Ils vivent dans la région la plus peuplée du Kenya occidental et constituent un bloc d'électeurs capital de la politique kényane.

Les Luo, troisième plus grand groupe représentant 13 pour cent de la population, estiment qu'ils ont été politiquement marginalisés au cours des précédentes administrations. La plupart des Luo estiment que leur dirigeant dans les années 1960, Oginga Odinga, a été dupé par l'élite Kikuyu dirigeante et s'opposent depuis lors au gouvernement. L'actuel premier ministre, Raila Odinga, est le fils de Oginga Odinga.

Les Kalenjin, regroupant 12 pour cent de la population, vivent dans les hauts plateaux de la Rift Valley. Le deuxième président du Kenya, Daniel Arap Moi, était Kalenjin. Lorsqu'il fut contraint d'introduire la politique multi-partite dans les années 1990, les membres de l'ethnie Kalenjin se sont sentis menacés. Depuis lors, les Kalenjin n'ont cessé de se battre pour un système fédéral ayant une autonomie économique plus importante et ont soutenu Raila Odinga aux élections de 2007 à cette fin.

Le président fondateur et l'icône de la libération, Jomo Kenyatta, dirige le Kenya de 1963, année de l'indépendance du pays, jusqu'à sa mort en 1978, année au cours de laquelle Daniel Arap Moi lui succède à la tête du pays. Entre 1969 et 1982, le Kenya est un état uni-partite sous la direction de l'Union Nationale Africaine du Kenya (KANU). Moi succomba aux pressions externes et internes pour la libéralisation politique fin 1991. L'opposition ethniquement divisée n'a pas été en mesure de déloger la KANU du pouvoir aux élections de 1992 et 1997. En effet, en dépit des irrégularités, le parti était considéré comme ayant globalement reflété la volonté du peuple kényan.

La limitation du mandat présidentiel a provoqué le départ du président Moi en décembre 2002 après des élections équitables et pacifiques. Mwai Kibaki, se présentant comme candidat d'un groupe d'opposition uni- et multi-ethnique, la Coalition Nationale Arc-en-Ciel (NARC), bat le candidat de la KANU, Uhuru Kenyatta, et accède à la présidence après une campagne axée sur une plate-forme anti-corruption. La coalition NARC se fragmente en 2005 et certains transfuges rejoignent la KANU pour former une nouvelle coalition d'opposition, le Mouvement Démocratique Orange. Les partisans de Kibaki établissent alors le Parti de l'Unité Nationale (PNU).

Le 27 décembre 2007, le président en fonction Mwai Kibaki (Kikuyu) est déclaré vainqueur contre le dirigeant de l'opposition Raila Odinga (Luo) aux élections présidentielles, même si le Mouvement Démocratique Orange de Odinga est devenu le parti le plus important au Parlement. L'élection et la campagne qui l'a précédée étaient truffées d'irrégularités et plombées par une atmosphère de tribalisme et d'inimitié ethnique. Odinga réclame aussitôt la résignation de Kibaki et l'accuse lui et le parti dirigeant de trucage des élections.

Les tensions politiques nées de cette méfiance de longue date et la rhétorique au vitriol de la campagne électorale souvent porteuse de connotations ethniques se sont métastasées en nettoyage ethnique et ont dégénéré à une vitesse alarmante en une violence post-électorale à tout va. Une campagne longue et acrimonieuse, au cours de laquelle les candidats ont délibérément avivé les flammes de la haine, de la paranoïa, et de la peur à l'égard des autres groupes ethniques, a été entraînée dans une spirale infernale avec des résultats électoraux contestés, provoquant la mort de 1 500 personnes et le déplacement forcé de plus de 600 000 personnes. Au début de l'année 2008, le pays semblait éclater en différentes enclaves ethniques homogènes.

D'aucuns voyaient les problèmes ethniques à l'épicentre de cette crise. En réalité, ils ne constituent qu'un élément de l'explication complexe de ces événements. Les tensions ethniques ont été exploitées pour plonger le pays un peu plus dans le chaos, une illustration effroyable de l'absence d'alternative à une

représentation démocratique fonctionnelle. Dans une société qui ne comprenait que les formules politiques à « somme nulle », où les victoires des uns impliquaient les défaites des autres, les Luo et les Kalenjin ont combattu les Kikuyu. Les tensions ethniques s'entremêlaient au manque de gouvernance démocratique et à la notion plus vaste que « notre tour est venu de manger et ils nous privent de ce droit. »

Maina Kiai, président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme du Kenya, a exprimé la même crainte en affirmant que la crise au Kenya s'est étendue par des actes de violence dans les rues « en raison de l'échec des moyens pacifiques à résoudre et aborder les différences [ethniques], y compris l'échec des élections et des réformes politiques »⁵. En d'autres termes, le déficit démocratique – ou l'absence de bonne gouvernance entre les élections – a facilité « la cristallisation de la haine » plutôt que le progrès vers la justice, la création d'emplois, l'inclusivité, la transparence et la prospérité.⁶

Dégager des pistes pour renouer avec la paix

En février 2008, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies (NU) Kofi Annan négocie un accord de partage de pouvoir parrainé par les NU entre les deux rivaux présidentiels, qui laisse le pays intact en tant que territoire unique mais qui, dans la pratique, divise le pays en deux gouvernements. Mwai Kibaki reste à la présidence tandis que Raila Odinga devient premier ministre, un nouveau poste pour lequel le président n'a aucun pouvoir de désignation ou de destitution. L'accord, connu sous le nom d'accord de dialogue national et de réconciliation du Kenya, a également débouché sur la création de 42 postes ministériels divisés de manière équitable entre les deux partis, en ajoutant huit nouveaux portefeuilles dans le seul but de satisfaire les partis rivaux.

Le monde des affaires qui, pour des raisons pratiques, ne voit pas le Kenya au travers d'un prisme tribal ou ethnique, a joué un rôle capital dans la négociation de cet accord. Sous les auspices de l'Association des Fabricants du Kenya (KAM) et du groupe parapluie l'Alliance du Secteur Privé Kényan

(KEPSA), les dirigeants du secteur privé se sont mobilisés pour mettre fin à la crise qui menaçait non seulement leurs moyens de subsistance mais aussi l'avenir de la nation.

La KAM a participé aux négociations de paix à l'échelon national et a répondu aux besoins locaux dans les communautés les plus durement touchées par la violence, en particulier dans la Rift Valley. La KAM a collecté les informations manquantes sur l'impact de la violence en dehors de la capitale Nairobi, a effectué une analyse de l'impact de la violence sur les entreprises et la vie publique et a utilisé ces informations pour mettre en garde contre une situation qui, à défaut d'être jugulée, pouvait fortement ébranler le pays. La KAM a également préconisé le partage de pouvoir et la priorité à la reprise économique, en s'entretenant avec les responsables gouvernementaux nationaux et locaux des deux partis.

« La défaite des représentants d'une tribu particulière aux élections n'était pas nécessairement un problème ; ce qui a fait dérailler le système politique du Kenya est le fait qu'en perdant les élections, les individus affiliés à la tribu vaincue perdaient leur accès aux ressources de l'État et aux opportunités économiques. »

- Maina Kiai, président de la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya

L'engagement de la KAM envers la paix et la réconciliation n'était pas le fruit du hasard. Bien avant les turbulences électorales, elle avait déjà déployé un programme complet visant à développer ses branches régionales et créer un réseau de plaidoyer cohérent du secteur privé à travers le pays. L'objectif du réseau était d'influencer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques économiques et sociales au niveau du district et au niveau national. En travaillant à la base, la KAM entendait non seulement mettre des politiques cohérentes en place mais également renforcer les mécanismes participatifs de la gouvernance démocratique. En d'autres termes, la KAM avait l'intention d'institutionnaliser un

système dans lequel différents représentants du monde des affaires – les grandes entreprises et les plus petits entrepreneurs – auraient leur mot à dire dans le processus politique, quelle que soit la force politique au pouvoir. La crise a permis à la KAM de mettre ses compétences de plaidoyer en pratique – en apportant des solutions inspirées du secteur privé à l'agitation post-électorale.

À plusieurs égards, l'intérêt de la KAM à faciliter les pourparlers de la réconciliation était mû par des motivations très pratiques. Par exemple, le secteur des affaires souhaitait clairement prendre des mesures immédiates pour reprendre une activité commerciale normale. Elle souhaitait également s'engager dans des projets de reconstruction, des opportunités commençant à germer un peu partout dans le pays à mesure que la violence s'estompait. En outre, le monde des affaires s'est vite rendu à l'évidence que la crise avait commencé à étouffer les investissements et l'emploi, minant les perspectives de développement du Kenya. La résolution de ces questions uniquement économiques en apparence avait des avantages globaux évidents : la stabilisation de la situation sécuritaire et la possibilité pour les Kényans de reprendre le cours de leur vie.

L'engagement de la KAM et son succès ultérieur à placer les problèmes socio-économiques à l'agenda de la réconciliation politique ont souligné que bien qu'une bonne partie de toute cette agitation était mue par les résultats des élections et par les tensions ethniques et tribales, les problèmes sous-jacents plus profonds étaient liés à un manque de véritable représentation politique et d'opportunités économiques. La défaite des représentants d'une tribu particulière aux élections n'était pas nécessairement un problème. Ce qui a fait dérailler le système politique du Kenya est le fait qu'en perdant les élections, les individus affiliés à la tribu vaincue perdaient leur accès aux ressources de l'État et aux opportunités économiques.

La politique habituelle?

Si les Kényans étaient soulagés par l'obtention d'un règlement politique, la plupart d'entre eux jugeaient l'accord fragile en soi parce qu'il était basé

sur l'idée du patronage politique et de la « répartition du gâteau ». Bien que ce règlement précaire ait survécu près d'un an, le Kenya n'évolua pas beaucoup, le gouvernement ne parvenant pas à se concentrer sur un travail politique concret et demeurant préoccupé par diverses manœuvres politiques et recherches d'équilibre. Tant le Parti de l'Unité Nationale que le Mouvement Démocratique Orange se sont battus pour prendre le contrôle des cabinets ministériels les plus importants – ceux qui donnaient accès aux cordons de la bourse et aussi les plus influents, à savoir les finances, la défense, la sécurité, la justice et les affaires étrangères. L'attention et les ressources furent à nouveau détournées sur les luttes politiques, alors que la résolution de questions politiques capitales telles que l'aide aux populations déplacées par la violence restait sur la touche.

Le président Kibaki et le premier ministre Odinga ont été pris dans la tourmente des scandales révélés par les enquêtes sur la corruption. La frustration des citoyens n'a fait que s'aggraver, laissant craindre un effondrement politique potentiel et une nouvelle vague de violence. Cette frustration croissante s'explique par le manque d'attention accordé aux priorités politiques qui empêchent le pays de gérer les problèmes sociaux et économiques grevant le développement du pays et qui le handicapent à l'heure de la crise financière et économique mondiale.

Pour approfondir le développement du Kenya, l'accord de dialogue national et de réconciliation du Kenya identifiait trois grands objectifs : une paix durable, la stabilité, et la justice. Le plan soulignait également plusieurs objectifs, notamment des mesures pour mettre fin à la violence et rétablir les libertés et droits fondamentaux, des mesures pour aborder la crise humanitaire et promouvoir la réconciliation et la régénération, une réponse à la crise politique engendrée par le gouvernement de partage de pouvoir, et la résolution de vieux problèmes à l'origine de la violence post-électorale tels que la réforme foncière, le changement constitutionnel, la réforme du secteur judiciaire et de la sécurité, le chômage chez les jeunes et les tensions ethniques.

Malgré ces objectifs louables, l'enquête de perception menée auprès de la population par le professeur d'université de Nairobi Dr. Karuti Kanyinga a révélé que l'accord et les réalisations du gouvernement depuis février 2008 n'inspirent pas grand-chose aux Kényans.

En réponse à une question sur les groupes armés locaux, seuls 16 pour cent pensent qu'ils ont été dissous ou démobilisés depuis la formation du gouvernement de coalition. L'opinion dominante est que ces groupes armés illégaux sont encore dormants et qu'ils n'ont pas tout simplement disparu – ce qui signifie qu'ils peuvent être facilement réactivés si des tensions politiques et ethniques éclatent une fois encore. Note plus positive, seuls 19 pour cent des répondants à l'échelle du pays avaient l'impression que la violence s'était accrue après l'accord de paix.

Plus de 60 pour cent des Kenyans estiment que le gouvernement ne respecte pas la liberté de la presse, et près de 50 pour cent estiment qu'il ne respecte pas la liberté d'expression. Une nette majorité du pays estime que la crise humanitaire n'est pas terminée et que les acteurs politiques des deux partis ne sont pas activement impliqués dans la régénération et la réconciliation dont le pays a besoin. En outre, près de la moitié de la population pense que le pouvoir n'est pas partagé comme il se doit dans le gouvernement de coalition et 81 pour cent de ceux-ci estiment que les Kikuyu jouissent d'un pouvoir disproportionné.

En creusant un peu plus la question, l'étude révèle que près de la moitié de la population estime que les postes de fonctionnaire ne sont pas répartis de manière équitable entre les groupes ethniques et parmi ceux qui partagent cet avis, 88 pour cent estiment que les Kikuyu, une fois encore, se taillent la part du lion dans ces postes très convoités. Dr. Kanyinga conclut que la perception dominante est que l'accord a engendré « deux gouvernements en un », et que l'ethnicité tient toujours le haut du pavé dans le jeu politique de la coalition. Enfin, une écrasante majorité (plus de 80 pour cent) pense que les différences entre riches et pauvres se sont creusées depuis les élections générales de 2007 et l'accord de partage de pouvoir ultérieur.

À quoi faut-il s'attendre ?

L'enquête dresse un tableau plutôt sombre de la situation politique au Kenya – confirmant, néanmoins, la théorie selon laquelle la perception d'une politique semblable à un jeu « à somme nulle » prévaut encore. Toutefois, les prédictions relatives à une prochaine crise sont moins claires. Deux scénarios semblent sortir du lot des opinions très divergentes qui ont été exprimées. Le premier est qu'un autre cycle d'hostilités encore plus important risque de se développer et que l'accord va dégénérer tôt ou tard. Après tout, les tensions ethniques et tribales sont encore bel et bien là, prêtes à resurgir.

Le deuxième scénario, que certains experts qualifient de « folie douce », est que Kibaki et Odinga vont enfin se rendre à l'évidence et parvenir à un état de tension stable. En dressant une sinistre analogie entre la situation du Kenya et la Guerre froide, le scénario suppose que Kibaki et Odinga parviendront à mettre de côté leurs vieilles querelles et rancoeurs et accepteront une destruction assurée et mutuelle dans leur relation, au titre de laquelle la fin de l'un signifierait nécessairement la fin de l'autre, pour enfin se résigner à la co-existence. Ce scénario est étayé par l'appréhension des membres du parlement des deux partis à convoquer des élections anticipées, ceux-ci craignant que les travers de leurs mandats et qu'un absentéisme important ne signent la perte des sièges parlementaires pour une majorité d'entre eux.

La question qui taraude les esprits de nombreux Kényans d'aujourd'hui est : le Kenya a-t-il définitivement tourné la page du modèle exécutif Kenyatta-Moi-Kibaki dominant et embrassé la nouvelle ère de la coalition parlementaire qui tient compte des différences politiques, tribales, et ethniques du pays ? Si oui, l'actuel système électoral à scrutin majoritaire à un tour sera-t-il adéquat, ou l'amendement constitutionnel proposé inclura-t-il un nouveau système de représentation proportionnelle renforçant les partis politiques ?

Ces inconnues inquiètent les pays africains, en particulier dans le contexte actuel du ralentissement économique mondial. Les principales industries du Kenya, à savoir le tourisme et la fabrication,

sont particulièrement touchées, tandis que les exportations nationales de fleurs coupées, de café, de thé et de fruits risquent également de baisser si la reprise économique mondiale est lente, conformément aux prévisions.

Les défis politiques et économiques placent eux aussi le secteur privé du Kenya à l'épicentre d'un pays frisant dangereusement l'effondrement. La KAM et d'autres dirigeants du secteur privé réalisent qu'ils doivent dépasser le jeu politique et appuyer des mesures politiques efficaces abordant les problèmes qui frustrant le plus la population – l'absence de bonne gouvernance, l'absence d'opportunités économiques et la base économique branlante du pays. Le secteur des affaires doit raviver les efforts de paix et gérer les failles ethniques et tribales pas à pas pour aider le Kenya à sortir du gouffre.

Que peut faire le secteur privé ?

Bien que Kibaki et Odinga aient tous deux essayé de contrôler la rhétorique nationale avec divers degrés de succès, si l'impasse politique continue d'être une caractéristique du tissu socio-économique du pays, les dommages risquent bel et bien d'être irréparables. De plus en plus d'observateurs et de stratèges internationaux disent craindre qu'un conflit ancré dans le tribalisme et l'ethnicité, tout autant que dans le pouvoir, puisse s'avérer insoluble. La tâche de la réconciliation politique au Kenya est tellement colossale qu'il semble que seules des initiatives radicalement différentes et innovantes puissent véritablement apporter des résultats. Il convient de s'atteler à la réconciliation ethnique et d'assainir une politique kényane gangrenée. Réconcilier des perspectives historiques radicalement opposées exigera du temps et de la patience, mais il conviendra pour ce faire de dépasser les injustices ethniques et de privilégier la réforme économique et les efforts anti-corruption.

L'une des raisons pour lesquelles cette approche peut fonctionner est qu'elle peut détourner le pays des discussions sur la politique, où des solutions équitables sont difficiles à trouver, vers des discussions sur des mesures politiques, où des recommandations concrètes peuvent être formulées et où les progrès peuvent être jaugés. Établir une

Recommandations de réforme au Kenya

- Rallier un consensus pour établir une commission électorale indépendante crédible dans les plus brefs délais, en consultation avec les dirigeants de la communauté du secteur des affaires.
- Développer un nouveau système électoral indigène qui encourage les partis politiques à établir des plates-formes concrètes et à aller au-delà des slogans et des personnalités.
- Engager le monde des affaires au sens large à développer des plates-formes économiques.
- Promouvoir la réconciliation et la régénération en abordant le problème pressant des personnes intérieurement déplacées (PID) au travers d'une compensation équitable et de la liberté de mouvement.
- Engager les entreprises et les dirigeants politiques à garantir la liberté d'expression et à soutenir un média indépendant ayant la capacité de remplir son rôle de surveillance.
- Soutenir un système d'enseignement plus solide qui promeut l'entrepreneuriat, la citoyenneté, le devoir civique et le leadership communautaire.
- Intégrer les entrepreneurs informels dans l'économie formelle et offrir à tous les citoyens une chance égale dans la société.
- Renforcer la gouvernance démocratique et l'État de droit en tant que défense du pays contre la corruption et la culture de l'impunité.
- Forger une coopération plus étroite entre le secteur privé et le gouvernement pour combattre la corruption du côté de l'offre et de la demande.
- Utiliser les forums du secteur privé en tant que plates-formes de dialogue et de réconciliation.
- Créer davantage d'opportunités d'emploi et d'investissement dans le secteur privé pour contrer le point de vue dominant selon lequel le gouvernement est le siège de la puissance économique et de la création de richesses.

distinction très nette entre les deux concepts – souvent mal compris et utilisés de manière interchangeable dans de nombreux pays – s'avère indispensable pour surmonter la tension ethnique au Kenya. L'accent sur les mesures politiques peut également mettre une certaine pression sur les dirigeants politiques, offrant ainsi un repère de performance facile à utiliser par le public.

En fait, le secteur privé du Kenya a une opportunité unique de contribuer à cette réalisation. Les efforts consentis par la KAM ces dernières années visaient à

cultiver un réseau de base capable de fournir des recommandations politiques et de suivre les progrès réalisés sur des questions intéressant le secteur des affaires au sens large. La quête d'une large représentation du secteur privé dans le processus d'élaboration des politiques contraste par rapport aux précédents efforts du Kenya pour institutionnaliser la bonne gouvernance au-delà des barrières ethniques. S'agissant de la politique publique, cet engagement du secteur privé est axé sur la résolution de problèmes importants quel que soit le climat politique et quel que soit le parti politique au pouvoir.

Prenez par exemple les efforts de plaider pour réduire la corruption. Si le secteur privé tente de simplifier les procédures d'enregistrement et de certification des entreprises pour réduire les possibilités d'extorsion et de pots-de-vin, le succès viendra aux entreprises et aux bureaucrates quelle que soit leur origine ethnique, à condition toutefois que ces lois soient correctement appliquées. L'application des lois peut devenir une force motrice majeure et fédératrice derrière une campagne de plaider.

Plus qu'une solution à chaque problème spécifique, un plaider fructueux du secteur privé est tout simplement la preuve que la démocratie peut être efficace. Il montre comment les groupes peuvent représenter leurs points de vue, changer les politiques de manière transparente et rendre le gouvernement responsable de ses actions ou inactions – même s'il ne s'agit que « de le pointer du doigt et de lui faire des reproches ». Cela prouve également que les institutions adéquates peuvent être mises en place – offrant aux individus la possibilité de participer au processus politique, même si ces individus ne détiennent pas le pouvoir politique absolu. En outre, cela prouve que le pouvoir politique absolu n'est pas nécessaire pour une représentation politique efficace.

L'engagement du monde des affaires dans les négociations de paix du Kenya a révélé qu'elle était relativement dé-ethnalisée et qu'en tant que groupe, le secteur privé avait fait preuve d'un engagement plus profond envers la stabilité et la prospérité du Kenya qu'à ses rivalités politiques. Le secteur privé du Kenya pourrait aider le pays à sortir de l'impasse politique

pour dégager des solutions concrètes pouvant profiter à l'ensemble du pays.

Bien que pratiquement tous les acteurs politiques restent profondément méfiants les uns vis-à-vis des autres, les chefs d'entreprise kényans ont bon espoir de voir la situation évoluer. Ils pensent que les chances de succès du plan de réconciliation peuvent être décuplées par l'adoption d'une rhétorique optimiste par Kibaki et Odinga et renforcées par l'idée d'un Kenya se réappropriant le rôle de leader africain en matière de réformes démocratiques orientées sur le marché et de gouvernance équitable. Le Kenya ferait bien de prêter attention aux funestes avertissements qui se font entendre dans tout le pays, à savoir qu'à défaut de tenir compte des enseignements tirés des dissensions passées qui ont plongé le Kenya dans la guerre civile en 2007, le pays risque à nouveau de sombrer dans la guerre.

Notes

¹ Begovic, Boris. "Post-Conflict Reconstruction in Serbia: A Political Economy View." Economic Reform Feature Service. Center for International Private Enterprise 2005. www.cipe.org/pdf/publications/fs/052505.pdf.

² Sullivan, John D. "The Business of Democracies that Deliver: Reflections on CIPE's 25th Anniversary." Economic Reform Feature Service. Center for International Private Enterprise 2009. www.cipe.org/publications/fs/pdf/051509.pdf.

³ "Freedom House Urges Political Solution to Kenyan Crisis; Removes Country from Electoral Democracy List." Freedom House Press Release, January 3, 2008, www.freedom-house.org/template.cfm?page=70&release=609.

⁴ North, Douglass; Wallis, John Joseph; and Weingast, Barry. *Violence and Social Orders: A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*. Cambridge University Press 2009.

⁵ U.S. House of Representatives, House Committee on Foreign Affairs, Subcommittee on Africa and Global Health, Témoignage de Maina Kiai, Président, Commission des Droits de l'Homme du Kenya, 6 février 2008, www.foreignaffairs.house.gov/110/kia020608.htm.

⁶ Kurlantzick, Josh. "Democratic Doubt." Boston Globe, November 30, 2008. www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&cid=22458&prog=zgp&proj=z_drl,zusr.

M. Abdulwahab Alkebsi est le Directeur régional pour l'Afrique et le Moyen-Orient au CIPE. Avant de rejoindre le CIPE, M. Alkebsi a occupé le poste de Directeur de la division MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) du National Endowment for Democracy (NED), où il dirigeait les opérations pour l'Afghanistan, l'Iran, l'Irak, l'Afrique du Nord, le Levant, les pays du Golfe, et le Yémen. Avant de travailler au NED, M. Alkebsi a occupé le poste de Directeur exécutif au Center for the Study of Islam and Democracy (CSID). M. Alkebsi est né au Yémen et réside à Chantilly, État de Virginie, avec son épouse et ses trois filles.

Dr Aleksandr Shkolnikov est le Directeur de réforme des politiques au CIPE, où il dirige toute une série de programmes sur la gouvernance d'entreprise, l'anti-corruption, le développement démocratique, et le plaidoyer des associations professionnelles. Né à Moscou, en Russie, Dr Shkolnikov est titulaire d'un doctorat en économie, d'une maîtrise en commerce international et politique internationale et d'une licence en marketing – diplômés délivrés par l'université George Mason à Fairfax, Virginie.

Les points de vue exprimés par l'auteur sont personnels et ne reflètent pas nécessairement les opinions du Centre International pour l'Entreprise Privée. Le Centre International pour l'Entreprise Privée autorise la reproduction, la traduction et/ou la publication des articles originaux de la série des Perspectives des réformes économiques dans la mesure où (1) l'auteur original et le CIPE sont dûment mentionnés comme source, et où (2) le CIPE est avisé de la publication de l'article et en reçoit une copie à son bureau de Washington.

La série Perspective des Réformes Economiques est le service électronique et en ligne de distribution d'articles du CIPE. Il fournit des articles approfondis conçus pour un réseau de décideurs politiques, de chefs d'entreprise, d'artisans de la réforme civique, d'universitaires, ainsi que d'autres personnes intéressées par les enjeux relatifs à la réforme économique et à son lien avec le développement démocratique. Les articles sont envoyés par courrier électronique et publiés en ligne deux fois par mois. Si vous souhaitez vous abonner gratuitement, n'hésitez pas

à rejoindre le réseau du CIPE en communiquant votre adresse électronique sur le site www.cipe.org. Le CIPE accepte volontiers les articles soumis par les lecteurs. La plupart des articles ont une longueur comprise entre trois et sept pages (de 1000 à 3000 mots), mais tout article soumis ayant un rapport avec la mission du CIPE, à savoir mettre en place des institutions responsables et démocratiques par le biais de réformes axées sur le marché, sera examiné en fonction de son intérêt.

Le Centre International pour l'Entreprise Privée (CIPE) renforce la démocratie dans le monde par le biais de la réforme orientée sur le marché et sur l'entreprise

privée. Le CIPE est l'un des quatre principaux instituts du National Endowment for Democracy (NED) et est une organisation à but non lucratif affiliée à la Chambre de Commerce des États Unis. Pendant 25 ans, le CIPE a travaillé avec des chefs d'entreprise, des décideurs politiques et des journalistes pour mettre en place les institutions civiques essentielles à une société démocratique. Les principaux domaines d'action du CIPE sont la lutte contre la corruption, la défense des politiques, les associations professionnelles, la gouvernance d'entreprise, la gouvernance démocratique, l'accès aux informations, le secteur informel et les droits de propriété, les femmes et la jeunesse.